

Le lieutenant de Raymond Barre avait vendu 2 fois le même terrain

Mi



Michel Meylan, représentant en charcuteries, devenu le bras droit de Raymond Barre en Rhône-Alpes, a cumulé, pendant une vingtaine d'années, trois mandats de député UDF, trois mandats de maire de Bonneville, un mandat de conseiller régional à Lyon, deux mandats de vice-président du département de la Haute-Savoie. Raymond Barre avait annoncé qu'il serait ministre dans son gouvernement.



Raymond Barre aimait venir en Haute-Savoie chez son bras droit Michel Meylan à Saint-Pierre-en-Faucigny. Avant, il passait par la Suisse... Aujourd'hui, Jérôme Cahuzac fait figure d'amateur, avec ses petits placements dans les paradis fiscaux...

La moitié de la Haute-Savoie s'en souvient encore. À la fin des années 80, le bras droit de Raymond Barre en Rhône-Alpes, l'ineffable Michel Meylan, député-maire UDF de Bonneville et vice-président du département de la Haute-Savoie, est entré dans les annales de l'histoire en vendant deux fois le même terrain industriel à deux industriels différents. Celui qui se complaisait à répéter lors des matchs de football « deux buvettes, deux recettes », surnommé par l'hebdomadaire Le Faucigny « Thoutankanon » en raison de son addiction à

l'alcool, a sans doute imaginé que « vendre deux fois le même terrain doublerait les recettes ». L'affaire Paris-Savoie-Industrie était née. Et allait coûter 60 millions aux contribuables bonnevillois, après que la cour de cassation a confirmé que « construction sur autrui appartient à autrui ».

Le premier acquéreur, Lucien Goy, PDG de l'entreprise Paris-Savoie-Industrie, un fleuron du décolletage, sous-traitant de l'automobile à l'international, qui souhaitait s'agrandir, premier acquéreur du terrain, a quelque peu traîné avant de lancer les travaux. Et surprise, un beau matin, lorsqu'il traverse en voiture la zone industrielle de la commune de Bonneville, d'importants travaux de construction sont engagés à son insu sur « son » terrain.

Une usine sort de terre. Rusé comme douze Sioux, Lucien Goy ne dit rien, ne bouge pas un doigt, et laisse construire le second acquéreur. Neuf mois plus tard, une fois les travaux terminés, il envoie l'huissier sur place pour signifier, titre de propriété daté à l'appui, qu'il est le premier acquéreur et qu'il prend possession de l'usine. Le second acquéreur se retourne contre la ville de Bonneville ; Lucien Goy saisit aussi la justice pour les retards dont il est victime dans la livraison des bâtiments, et dénonce dans les journaux « la félonie du député-maire Michel Meylan », qui se croit intouchable car « il est le protégé de Raymond Barre ».

L'affaire Paris-Savoie-Industrie met fin à la carrière politique de Michel Meylan

Après dix ans de procédures judiciaires, les plus hautes juridictions estiment que les constructions industrielles doivent rester entre les mains du second acquéreur, mais allouent 60 millions de dommages et préjudices au premier acquéreur Lucien Goy. Lors d'une séance houleuse en conseil municipal, le protégé de Raymond Barre affirme « avoir cassé la convention signée avec Lucien Goy, sans avoir informé ce dernier ». À la question d'un adjoint au maire « Mais pourquoi

avoir cassé la convention, après l'avoir signée ? », Michel Meylan, lieutenant de Raymond Barre lance, goguenard : « Une convention, c'est fait pour être cassée ! ».

Confronté à une polémique incendiaire, l'ancien représentant en charcuteries Michel Meylan, battu aux élections cantonales, choisit de ne pas se représenter aux élections municipales de 2001 et aux élections législatives de 2002, après trois mandats à la mairie et trois mandats à l'Assemblée nationale.

Cet aspect anecdotique de la vie parlementaire et politique montre que Raymond Barre était entouré de brêles. Ce qui a facilité son enrichissement personnel, les placements financiers à l'étranger, l'absence de contrôles parlementaires, car ses « lieutenants politiques » étaient nuls, incapables de comprendre sa gestion, les mouvements de fonds, les fonds secrets... Pour la petite histoire, lors de la campagne présidentielle de 1988, Raymond Barre avait fait un mauvais score en Haute-Savoie, pourtant terre centriste. Lors d'une réunion publique dans ce département, il avait commis l'imprudence d'annoncer « que Michel Meylan serait ministre dans son gouvernement s'il était élu président ». Avec Raymond Barre, « gros bouffeur devant l'Éternel », le représentant en charcuteries primait sur les énarques, lors des investitures législatives ou lors de la composition d'un gouvernement.

Francis GRUZELLE

Carte de Presse 55411

Lire aussi ces articles qui constituent un complément d'information :

[Maltraitée, la femme de l'émir de Dubaï fuit en Allemagne](#)

[Les sacoches des boules de pétanque de l'Élysée fabriquées à Annonay](#)

<https://www.facebook.com/Annonaydeboutlarepublique/>

9 mois de prison avec sursis requis contre Tostain, patron du Dauphiné Libéré

<https://fr.blastingnews.com/societe/2019/06/les-sacoques-des-boules-de-petanque-de-lelysee-fabriquees-a-annonay-002938965.html>

Quand la France sera-t-elle débarrassée du psychiatre égyptien Omar Erkat ?

Annonay + 1 mairesse PS = 2 mosquées + 3 088 chômeurs

Ardèche : le maire d'Annonay interdit l'islamiste intégriste Omar Erkat

Ardèche : un « Père Noël » généreux pour un ancien baron socialiste